

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(98)/ST/89

20 mai 1998

(98-2131)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Deuxième session

Genève, 18 et 20 mai 1998

Original: anglais

FIDJI

Déclaration distribuée par S.E. M. Berenado Vunibobo,
Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur

Nous nous joignons à tous les participants présents ici pour célébrer le cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral. Ensemble, nous avons parcouru un long chemin depuis octobre 1947, date à laquelle l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a été signé par 12 pays développés et onze pays en développement, ici à Genève. L'Organisation porte désormais le nom d'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le nombre de ses Membres s'élève à 132, tandis que 31 pays attendent de le devenir. Voilà manifestement une marque de foi et de confiance en l'Organisation.

Une telle manifestation d'enthousiasme et d'esprit de corps avait suscité de grandes espérances. Toutefois, au vu des résultats obtenus à ce jour par l'Organisation, ces espérances, pour certains d'entre nous, sont encore loin d'être devenues réalité.

Il est intéressant de constater que l'instauration du GATT a coïncidé avec le processus de décolonisation des Nations Unies et que, 50 ans plus tard, bon nombre des pays qui avaient obtenu leur indépendance politique sont toujours prisonniers d'une extrême pauvreté, voire économiquement dépendants.

En dépit de ce noir constat, nous saisissons cette occasion pour féliciter les nouveaux Membres qui se sont récemment intégrés à l'OMC. Il est malheureux d'observer, cependant, que certains Membres potentiels ont dû se soumettre à de pénibles interrogatoires au cours de leur processus d'accession. On peut se demander si ces interrogatoires ne répondent pas au fond à des motivations injustifiées d'ordre politique ou commercial.

Nous reconnaissons que le GATT a contribué à la croissance du commerce mondial, tout comme le fait désormais l'OMC. Toutefois, les petits pays insulaires comme le nôtre sont désavantagés à bien des égards lorsqu'il s'agit de tirer pleinement profit de cette croissance. Ainsi, pour nous, cette croissance se caractérise par une répartition inégale des bénéfices qu'elle génère, donnant lieu à des disparités au niveau mondial et nous tenant éloignés du centre des activités économiques mondiales.

Progrès accomplis depuis l'accession à l'OMC

En dépit de ces difficultés, nous demeurons attachés au multilatéralisme: pour les petites économies comme la nôtre, il n'y a parfois pas d'autre choix.

Depuis notre accession à l'OMC en 1996, nous sommes membres de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et nous avons adopté, dans son intégralité, le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

En 1997, l'Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC a examiné notre politique commerciale et nous avons expliqué les mesures que nous avons prises pour aligner notre politique sur les prescriptions de l'OMC. L'Organe d'examen a félicité Fidji pour ses initiatives et ses processus de réforme.

Depuis le début de 1990, nous avons considérablement simplifié notre régime commercial. La plupart des licences d'importation ont été supprimées, et les subventions accordées pour certains produits primaires ont été retirées. Nous avons abaissé les droits maximaux sur presque toutes les lignes de produits faisant l'objet d'échanges commerciaux.

Fidji travaille aussi, à l'heure actuelle, à la formulation d'une politique des services devant contribuer efficacement à orienter la libéralisation du secteur, en conformité avec l'Accord général sur le commerce des services. En outre, nous allons adopter une législation en matière d'investissement étranger comportant des lignes directrices claires et transparentes pour l'investissement.

Nous sommes sur le point d'adopter une législation antidumping destinée à traiter la question du dumping à Fidji par la perception de droits appropriés. Bien entendu, cette législation sera conforme à l'Accord antidumping (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994).

Nous avons mis au point, avec l'OMPI, un programme permettant d'actualiser la législation relative à la propriété intellectuelle et d'administrer plus efficacement les droits de propriété intellectuelle, suivant les indications de l'Accord sur les ADPIC.

Des progrès considérables ont également été accomplis dans la privatisation des entreprises publiques et leur transformation en sociétés par actions.

Nous avons opéré tous ces changements dans les limites de nos ressources financières et en main-d'oeuvre, qui sont restreintes. Par conséquent, il nous a fallu du temps. Qui plus est, les procédures adoptées, ou devant être adoptées, sont extrêmement techniques et complexes; elles exigent de nous beaucoup de temps et de moyens.

Nous demeurons résolus à réajuster les structures et à libéraliser les échanges comme le prévoit l'Accord sur l'OMC, mais notre démarche en vue d'un commerce plus libre ne saurait s'effectuer au même rythme que dans les pays développés, car nous sommes loin d'avoir le même poids ou statut économique. En réalité, nous ne sommes pas tous sur un pied d'égalité, et cela est particulièrement vrai pour les petits pays insulaires, qui sont encore en voie de développement et qui tentent de demeurer solvables malgré leurs ressources restreintes. Nous avons besoin de flexibilité!

Assistance de l'OMC/Cas spécial des pays en développement

Nous appuyons le programme de libéralisation des échanges de l'OMC et reconnaissons les avantages que l'intégration économique mondiale peut apporter. Toutefois, comme je l'ai mentionné précédemment, nous, les petits pays insulaires, devons faire face à de sérieux problèmes de développement, que viennent aggraver notre manque de compétitivité, une pénurie de ressources, l'exiguïté de notre territoire, la sensibilité de notre économie aux chocs extérieurs, l'inexistence d'économies d'échelle, des termes de l'échange défavorables, notre éloignement des marchés, et bien d'autres obstacles que les Membres de cette Organisation sont loin d'ignorer.

À tous ces graves inconvénients s'ajoute l'érosion constante de notre marge de préférence résultant du démantèlement des accords préférentiels. Ce phénomène se produit alors que nos processus de réforme n'ont pas encore été achevés, constituant ainsi une véritable menace pour notre survie. Nous ne saurions en sous-estimer les effets et les retombées: les risques qui peuvent en découler sont en effet considérables.

Les petits pays insulaires souffrent également d'autres graves handicaps, tels que des besoins en matière de renforcement des capacités et de formation professionnelle, et le manque de ressources humaines et financières. Nous proposons donc que l'OMC accepte, en principe, de classer à part ce groupe de pays désavantagés, de sorte qu'ils puissent bénéficier d'un traitement spécial et différencié, ainsi que d'un ensemble d'autres concessions spécialement conçues pour eux.

Par ailleurs, nous estimons que le commerce préférentiel pour les pays en développement devrait se poursuivre pendant un certain temps, afin de nous permettre de nous intégrer dans l'économie mondiale. Cette intégration est notre objectif commun, dont la réalisation est notre responsabilité commune. Par conséquent, nous proposons que les règles de l'OMC soient adaptées pour tenir compte des besoins réels des pays en développement, et en particulier des petits pays insulaires comme le nôtre. Nous proposons en outre que l'on prévoie une période de transition raisonnable et réaliste qui nous permette de faire bon usage des bénéfices résultant de nos préférences commerciales. Il est donc essentiel que cette Organisation accepte le principe d'une prorogation de la dérogation accordée pour la Convention de Lomé, lorsque cette prorogation sera présentée pour examen.

Par conséquent, nous demandons que l'OMC consente plus d'efforts dans les domaines qui nous préoccupent réellement. Nous avons résolument besoin de plus de temps et de l'assistance technique de l'OMC pour mener à bien nos diverses réformes. Il est urgent que les pays développés s'engagent davantage à fournir une assistance technique ainsi que d'autres types d'aide.

Libéralisation du commerce des produits agricoles

Nous prenons note du programme incorporé de l'OMC, qui inclut la libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, et du fait que le prochain cycle de négociations débutera en 1999. Nous sommes attachés à la libéralisation des échanges, mais nous estimons que les négociations doivent se dérouler à un rythme réaliste, pour tenir compte de manière appropriée et imaginative des intérêts de ceux qui sont désavantagés, par la nature ou les circonstances.

Négociations achevées

Nous nous félicitons des négociations qui ont été menées à terme depuis la réunion de Singapour comme, par exemple, les négociations relatives aux services financiers, aux télécommunications de base et aux lignes directrices pour la reconnaissance des qualifications dans le secteur des services comptables.

Questions en suspens

Toutefois, nous estimons que certaines questions très importantes qui avaient été soulevées lors de la Conférence ministérielle de Singapour s'enlisent quelque peu, comme par exemple le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord. Il conviendrait de relancer le débat. La question que nous venons de mentionner permettra en particulier d'accroître considérablement la capacité commerciale des pays en développement et des pays les moins avancés.

De même, il conviendrait de libéraliser les politiques d'immigration entre les États Membres. Pour que nous puissions tous participer sur un pied d'égalité à cette entreprise commune, la mobilité des capitaux et la mobilité de la main-d'oeuvre doivent aller de pair.

Nouvelles questions

Alors que nous sommes encore sérieusement occupés à mettre en oeuvre les obligations existantes, il n'est pas juste ni approprié de nous imposer, à nous qui sommes de petits pays insulaires, une charge supplémentaire en incluant de nouvelles questions dans le programme de travail de l'OMC. Nous savons que nous n'influerons peut-être pas, collectivement, sur le contenu et l'orientation de ce programme, mais nous demandons que les questions réellement importantes soient traitées en priorité, qu'il s'agisse du programme incorporé ou des nouvelles questions. En outre, nous ne devrions pas négliger les préoccupations cruciales des nations désavantagées car nous serions alors conjointement responsables d'avoir laissé la libéralisation commerciale effrénée servir d'excuse, même involontairement, pour faire subir d'autres injustices aux petits et aux faibles.

Nous notons également que le Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC a intégré les questions d'environnement et de développement durable dans le programme de travail de l'Organisation. Nous félicitons le Comité d'avoir admis que la protection de l'environnement est vitale pour le commerce multilatéral et qu'elle a une influence directe sur les politiques en matière de commerce et d'investissement, en particulier pour les petits pays insulaires comme Fidji, dont l'environnement est fragile et très vulnérable. Il s'agit là d'un impératif au vu de la menace réelle que représentent le réchauffement de la planète et autres catastrophes naturelles qui sont le fait de l'homme et qui résultent d'un développement économique mal orienté et de l'indifférence face à la fragilité de notre existence géographique et de l'univers dans son ensemble.

Il faut reconnaître que, tandis que l'on incite, voire oblige, les pays en développement à en faire plus pour protéger leur environnement - comme, par exemple, à contrôler plus rigoureusement leurs exploitations forestières - les pays développés semblent déterminés à construire davantage de voitures ou, pis encore, à déplacer les opérations de fabrication polluantes et même à stocker leurs déchets dangereux dans des endroits situés dans des pays en développement, avec des incitations monétaires.

Remarques générales

Malgré le rôle modeste que nous jouons dans le commerce mondial, nous admettons que le fait de s'orienter vers un système ouvert et libéral est une manière efficace de soutenir la croissance économique, dans la mesure où cela contribue à créer, à encourager et à améliorer la compétitivité. Nous reconnaissons en outre que notre potentiel de croissance économique réside dans un système commercial multilatéral juste, transparent et gérable.

Tout ce que nous demandons, néanmoins, c'est que le rythme auquel les pays en développement sont censés avancer vers la libéralisation soit modéré et qu'il fasse l'objet d'une supervision attentive, avec l'assistance voulue. Nous demandons aussi que l'on reconnaisse la disparité manifeste existant entre les nations pour ce qui est des ressources et des capacités.

La survie et l'accroissement du développement économique des petits pays insulaires comme Fidji exige donc le maintien, pour un certain temps encore, des arrangements commerciaux spéciaux, afin que ces pays aient l'espoir et la possibilité de participer à la concurrence sur le marché mondial. Nous notons que l'on nous demande de procéder à des réformes et à des ajustements considérables, dans un délai déterminé. Or, ces demandes peuvent être souvent mal conçues et déraisonnables, car nous ne pouvons apporter les changements souhaités si l'on ne nous donne pas suffisamment de temps

et si l'on ne nous prête pas une assistance spéciale pour faciliter, gérer et mettre en oeuvre l'intégration sans heurts de notre économie dans l'ordre économique mondial.

Nous ne demandons que justice et équité.

Voilà en quoi consiste notre plus grand défi. Si nous voulons que cet anniversaire spécial du système commercial multilatéral et ses objectifs aient un sens, il faut que l'OMC se réoriente pour accroître sérieusement le niveau de vie de la majorité de la population mondiale. Le Président Clinton, dans l'allocution qu'il a prononcée à la veille du cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral, s'est exprimé en ces termes: "L'OMC a été créée pour améliorer la vie des citoyens ordinaires; il faut qu'elle les écoute". À défaut, les générations qui nous succéderont dans les 50 années à venir se demanderont encore si nous nous en préoccupions, en 1998.
